

UNE ENQUÊTE SUR NOS VULNÉRABILITÉS

PAR CYRIELLE CHATELAIN

Sous Donald Trump, le numérique est devenu une arme. Depuis plusieurs décennies, les multinationales du numérique ont constitué des empires technologiques, dont l'emprise nocive s'est déployée sur la France et l'Europe. Google, Apple, Amazon, Meta, Microsoft et leurs acolytes détiennent et maîtrisent une très grande partie des infrastructures et des services numériques dont dépend notre quotidien. Nous sommes donc vulnérables: pertes économiques, surveillance de masse et risques d'ingérence.

Il est urgent d'agir! Cela commence par mesurer et cartographier nos dépendances afin d'élaborer des propositions d'actions concrètes. C'est le travail que j'ai mené lors de la commission d'enquête parlementaire. Le constat est limpide: les alternatives efficaces, libres et souveraines existent. Il nous faut maintenant le courage de construire un modèle français et européen ouvert, décentralisé et indépendant grâce aux communs numériques.

FACE À L'ULTRA DOMINATION DES EMPIRES DE LA TECH, CONSTRUIRE UN MODÈLE FRANÇAIS ET EUROPÉEN DU NUMÉRIQUE



LIBRE ET OPEN SOURCE : LA VOIE DE L'INDÉPENDANCE

Nous sommes enfermés dans le modèle prédateur construit par et pour les Big Tech au détriment de notre démocratie, notre économie, nos droits et notre santé. Pourtant il existe des alternatives solides - l'Open Source, l'Open Data, les protocoles ouverts et interopérables – à partir desquelles nous pouvons construire un autre modèle, celui des communs numériques. Ce modèle radicalement différent repose sur des décisions collectives et démocratiques, où l'individu n'est plus un produit. Avec le Libre et l'Open Source, l'État se libérera d'une logique de dépendance à des services propriétaires et entrera dans une logique de contribution et d'investissement dans des logiciels et des infrastructures maîtrisées. Soutenons, finançons et participons massivement à une culture des communs numériques !



IMPOSER UN ARSENAL DE SOUVERAINETÉ

Notre indépendance reposera sur deux jambes : des réglementations fortes et une industrie du numérique solide. C'est ainsi que nos entreprises et nos administrations pourront migrer vers des solutions interopérables, ouvertes et souveraines. L'État joue un rôle stratégique dans la constitution de cette filière, notamment par des soutiens financiers : aides à l'amorçage, crédit impôt recherche, crédit impôt innovation... Pourtant, au terme du processus, rien n'oblige les entreprises qui réussissent à conserver leurs activités et leur siège social en France. Pire, des entreprises dont le produit est devenu critique pour le bon fonctionnement de l'État pourraient être vendues. Face à cela nous devons déployer un véritable arsenal de souveraineté : aides remboursables et clause de souveraineté finale.

OÙ SONT NOS VULNÉRABILITÉS ?

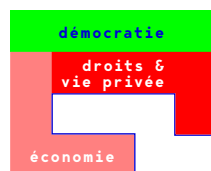
ATTAQUES CYBER

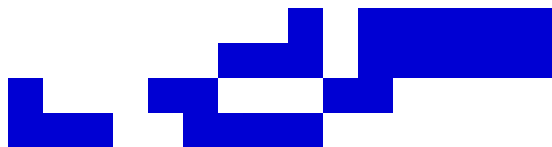


VERROUILLAGE DES UTILISATEURS



GESTION DES DONNÉES





DÉFENDRE NOS DROITS, PROTÉGER NOS DONNÉES

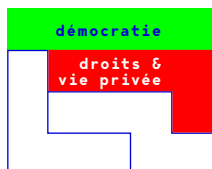
Le modèle des multinationales de la Tech repose sur une violation de l'intimité de chaque citoyen : nos données de géolocalisation, nos échanges professionnels et personnels, nos photos, les vidéos que l'on consulte... tout est fiché, classé et vendu. Nos données servent à du ciblage publicitaire, à nourrir les modèles d'IA ou à des services de renseignement. Ces profils comprennent des informations sensibles quant aux convictions religieuses, à l'orientation sexuelle, aux opinions politiques, à l'appartenance syndicale ou au secret médical, qui peuvent potentiellement être utilisées à des fins répressives ou discriminatoires. Des règles existent pour nous protéger mais elles ne sont pas appliquées de manière rigoureuse. Recours collectif, syndicat des données...
Il faut inventer de nouveaux outils pour nous protéger de ces industries de la surveillance.



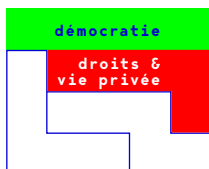
ENCADRER L'INSTALLATION DE DATA CENTERS

Le déploiement des data centers se fait de façon anarchique, dans l'opacité, sans lien avec nos besoins réels et avec des conséquences environnementales très lourdes. Il n'est pas acceptable que les hyperscalers s'accaparent nos terres, notre énergie et captent l'essentiel de la valeur créée.
Un moratoire doit être décrété immédiatement sur les data centers qui ne contribuent pas à notre souveraineté. Il faut un contrôle public des investissements dans les data centers opérés par des acteurs européens. L'enjeu est que nos capacités de stockage et de calcul soient utilisées au service de la collectivité, des entreprises françaises ou européennes et pour une diversité d'usages. C'est ainsi que nous protégerons nos données et que nous empêcherons les situations de monopole.

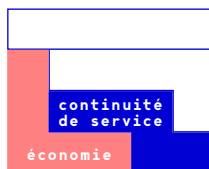
INGÉRENCES INFORMATIONNELLES



MONÉTISATION DES DONNÉES



DÉPENDANCE AUX INFRASTRUCTURES



LIBRE & OPEN SOURCE : LA VOIE DE L'INDEPENDANCE

11%

C'est la part de l'Open Source dans le marché français du logiciel et des services numériques. Cela représente 63800 emplois.

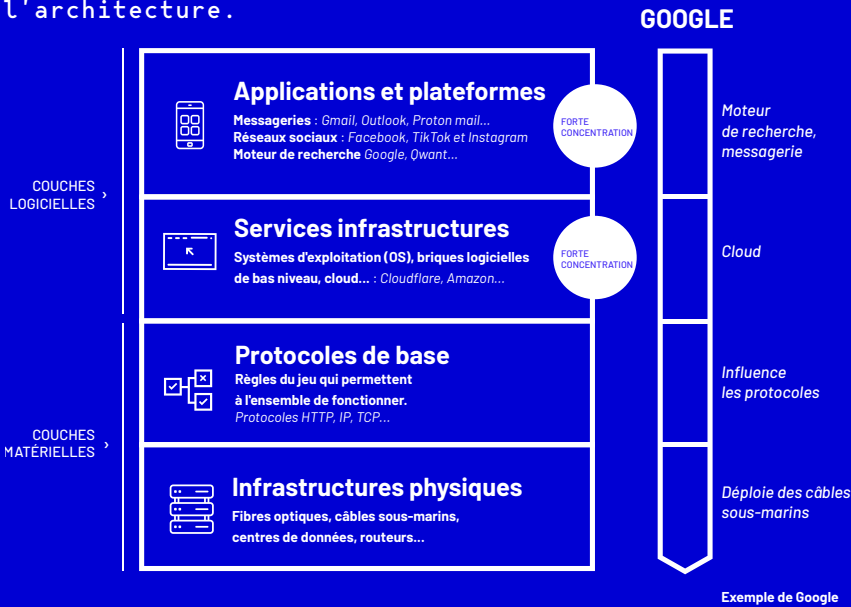
La France locomotive de l'Open Source

OBJECTIF ZÉRO MICROSOFT DANS LES ÉCOLES

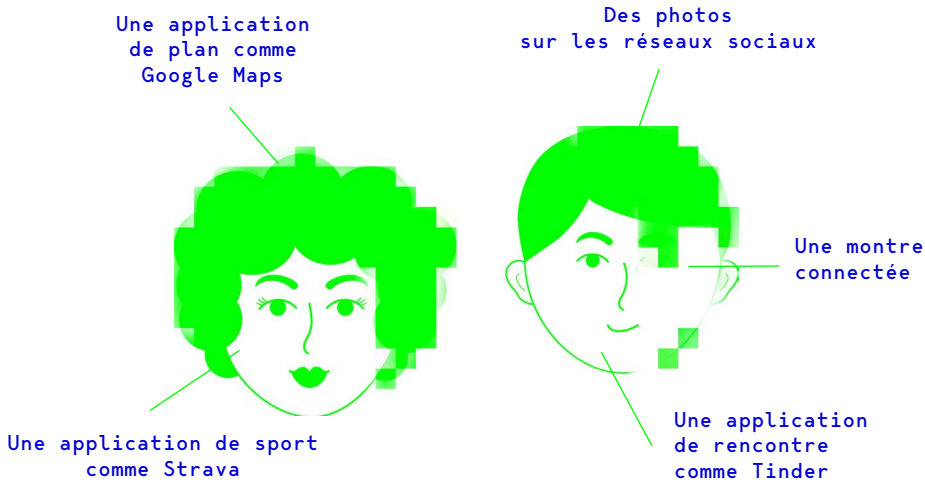
LES SOLUTIONS

- + Créer une fondation France Libre Open Source
- + Créer un dispositif Open Source pour les PME
- + Rendre l'Open Source obligatoire dans les marchés publics au 1^{er} janvier 2030

Internet, la grande concentration. Les acteurs dominants d'une des couches d'Internet, se déploient maintenant sur l'ensemble de l'architecture.



DÉFENDRE NOS DROITS, PROTÉGER NOTRE INTIMITÉ



Si on croise ces données, vous êtes entièrement identifié, localisé, fiché ! L'industrie de la donnée peut en déduire votre genre, vos revenus, orientation sexuelle, religion, opinions politiques et votre adresse... Puis vendre ces informations à n'importe qui.

35

millions d'euros
Somme dépensée par les GAFAM en lobbying auprès de l'Union européenne.
Une augmentation de 50% en 5 ans.

LES SOLUTIONS

- + Création d'un syndicat des données
- + Permettre les recours collectifs
- + Suspendre les plateformes ne respectant pas nos lois

IMPOSER UN ARSENAL DE SOUVERAINETÉ

1,5

milliard d'euros

Montant minimal d'achat de logiciels américains par les administrations publiques.

« Kill switch » ?

C'est la capacité de couper les services numériques fournis par des entreprises américaines. Washington vous débranche, sans aucun recours ! Vous n'avez plus accès à aucun service, à aucune de vos données. C'est le cas du juge Guillaou qui n'a plus aucun moyen de paiement.

1

milliard d'euros

Montant des dépenses de l'Etat vers les Big Tech pour lesquelles il existe une alternative solide et moins chère.

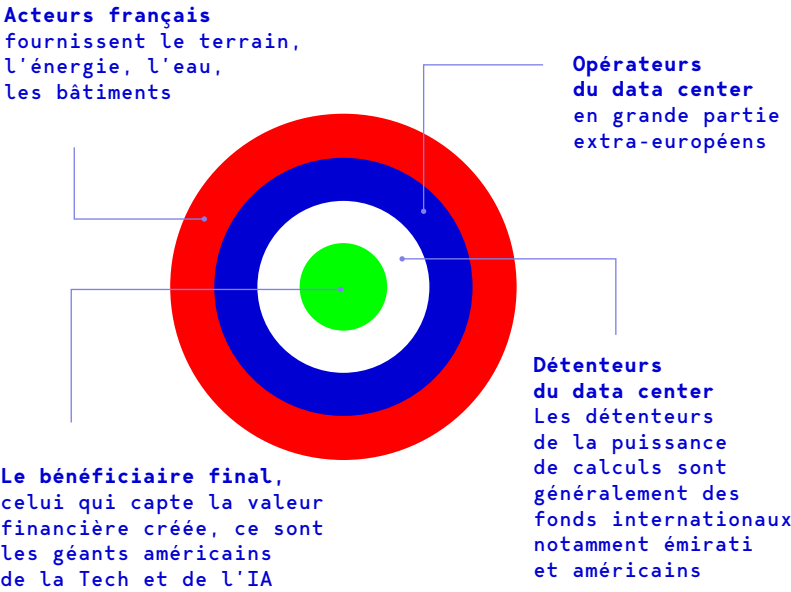
LES SOLUTIONS

- + Obligation de rembourser les aides publiques en cas de vente à un acteur extra-européen
- + Détenir des actions spécifiques, ou golden shares, dans Mistral AI et ChapsVision
- + Instaurer une clause de souveraineté finale pour garantir la continuité de l'État
- + Créer une entité bancaire immune, publique et indépendante du marché américain

ENCADRER L'INSTALLATION DE DATA CENTERS

L'implantation de data centers en France n'est en rien une garantie de souveraineté. Regardons plutôt qui utilise l'espace de stockage et la puissance de calcul. Plus on se renseigne, et plus on s'aperçoit que les nouveaux data centers construits en France vont profiter aux multinationales du numérique.

À qui bénéficie vraiment l'installation des data centers en France ?



24%

de la puissance nucléaire française

Ce que les data centers représentent en capacité énergétique réservée.

LES SOLUTIONS

- + Un moratoire sur les projets de data centers ne répondant pas à l'impératif de souveraineté
- + Instaurer un contrôle public du déploiement des data centers

Seulement 9% des capacités énergétiques destinées à des acteurs européens.

/S/ENQUÊTE SUR NOS VULNÉRABILITÉS

UNE ENQUÊTE SUR NOS VULNÉRABILITÉS
PAR CYRIELLE CHATELAIN

UNE COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE, C'EST QUOI ?

Les commissions d'enquête permettent aux parlementaires de contrôler l'action du gouvernement.

Elles disposent de pouvoirs de contrôle :

- la rapporteure peut effectuer des contrôles sur pièces et sur place et est habilitée à se faire communiquer des documents de service.
- Toute personne auditionnée prête serment de dire « toute la vérité, rien que la vérité ».

La commission était composée de députés issus de tous les groupes politiques de l'Assemblée.



Pour mener ces travaux, nous avons organisé de nombreuses auditions de chercheurs, de DSI du secteur public, d'acteurs économiques, d'élus.

Toutes les auditions sont disponibles ici :
www.assemblee-nationale.fr

SUIVRE MON ACTIVITÉ
cyriellechatelain.fr

REMERCIEMENTS

Philippe Latombe, Président de la Commission, le groupe écologiste et social, les parlementaires membres de la commission, l'ensemble des équipes ayant travaillé sur le rapport.

**Cyrielle
Chatelain**

Députée écologiste de l'Isère
et Rapporteure de la Commission